

Note sur l'Encyclopédie en Espagne

Jean SARRAILH

Citer ce document / Cite this document :

SARRAILH Jean. Note sur l'Encyclopédie en Espagne. In: Cahiers de l'Association internationale des études françaises, 1951, n°1-2. pp. 77-83;

doi : 10.3406/caief.1951.2003

http://www.persee.fr/doc/caief_0571-5865_1951_num_1_1_2003

Document généré le 31/05/2016

NOTE SUR L'ENCYCLOPÉDIE EN ESPAGNE

Communication de M. JEAN SARRAILH

à l'Association internationale des Etudes françaises, à Paris,
le 27 août 1951.

« Dès le milieu du XVIII^e siècle, une multitude de mauvaises doctrines commencèrent à submerger l'Espagne. Comme les nuages, elles venaient des Pyrénées et obscurcissaient nos horizons religieux et politiques. Une infinité de livres français s'introduisaient parmi nous, altérant la santé publique... » Ce début d'une longue diatribe du capucin Fr. Rafael de Velez, évêque de Ceuta, qu'il reprendra et amplifiera dans ses ouvrages avant qu'en hérite le grand érudit Menéndez Pelayo, rend compte assez fidèlement du prestige dont jouit alors la pensée française dans la péninsule ibérique, où une petite élite, soutenue par le roi et le gouvernement, se montre avide de « nouveautés » et de « lumières ». Les livres de nos philosophes, malgré les obstacles rencontrés aux barrières d'Espagne, circulent dans le pays. Prohibitions et interdictions inquisitoriales n'entravent guère leur course, qu'un instant on peut croire victorieuse. Avec des précautions et d'infinies habiletés, les Espagnols éclairés, pénétrés du désir de restaurer leur patrie, économiquement et spirituellement, parviennent à connaître Montesquieu, Voltaire, Rousseau, et aussi l'*Encyclopédie*, dont le succès retentissant et les bruyantes épreuves excitent leur curiosité.

Au vrai, l'*Encyclopédie* est le livre de chevet qu'appellent leurs vœux. Ne constitue-t-elle pas le répertoire le plus commode à manier, le plus riche en informations, le plus capable de répondre à leurs inquiétudes et de résoudre les problèmes que se posent les esprits généreux? Pour ces réformateurs de

la seconde moitié du XVIII^e siècle, le relèvement économique national constitue la préoccupation majeure. Perfectionner l'agriculture, développer l'industrie naissante, accroître le commerce intérieur et extérieur, voilà la tâche urgente qu'impose la triste situation de l'Espagne, dont Cadalso disait qu'à la mort de Charles II, elle « n'était plus que le squelette d'un géant ». Malgré quelques progrès réalisés sous les règnes de Philippe V et de Ferdinand VI, c'est ce cadavre que, à partir de l'avènement de Charles III, quelques Espagnols veulent ranimer. Ils se réunissent en académies, en compagnies locales, pour découvrir et propager les remèdes nécessaires à la renaissance de leur pays : ils imaginent les Sociétés économiques. C'est à un petit groupe de Basques que revient l'honneur de cette initiative. En 1764, ils fondent, autour de son animateur, le comte de Penaflorida, la première « Société économique des amis du pays ». Dix ans plus tard, le comte de Campomanes recommande officiellement cette nouvelle et « utile » institution à l'intérêt de ses compatriotes et les presse de s'engager dans la même voie. Dès lors, les Sociétés se multiplient et s'installent à Madrid, à Saragosse, à Valence, à Séville, Palma, Tudela, Oviedo, etc... Afin d'alimenter leurs discussions et leurs recherches, ces compagnies constituent des bibliothèques où les livres techniques, souvent étrangers, occupent une place importante. Le *Dictionnaire raisonné des sciences, des arts et des métiers* apparaît comme l'ouvrage capital à lire et à consulter, aux hommes de bonne volonté qu'étaient les « amis du pays », soucieux de régénérer une Espagne misérable et arriérée.

Nous ignorons à quelle date l'*Encyclopédie* fait son entrée dans la bibliothèque de la Société basque, mais nous savons que sa présence entraîne rapidement des démêlés avec l'Inquisition. Les « amis » qui l'utilisent au cours de leurs séances apprirent un jour qu'elle était condamnée en Cour de Rome. (Remarquons en passant qu'ils avaient été longs à être informés, la condamnation datant du 3 septembre 1759.) Ils sollicitent aussitôt du Pape l'autorisation de lire l'*Encyclopédie*, et déposent l'ouvrage incriminé entre les mains d'un vicaire de Vergara. Tout s'arrange pour le mieux. Le 7 février 1772, le Grand Inquisiteur, à la suite d'un bref de Clément XIV du 10 mai 1770, autorise Penaflorida et quelques membres du bureau de la Société à faire usage de l'*Encyclopédie*. Le 6 mars 1772, cette autorisation devait être élargie en faveur des anciens et futurs dignitaires de la compagnie et des professeurs du « collège patriotique » fondé par la Société, par le nouvel inquisiteur général, Felipe Beltrán. Rappelons toutefois que le prêtre D. Juan Bautista de Zubiaure avait dénoncé

à l'Inquisition l'un des membres les plus influents de la Société basque, le marquis de Narros, comme ayant utilisé l'*Encyclopédie* avant l'obtention de l'autorisation. Pour nous, qui avons pu dépouiller de nombreux procès-verbaux des séances de travail de la Société économique du pays basque, il ne fait aucun doute que l'*Encyclopédie* ait été largement utilisée par les « amis », et leur ait fourni des suggestions pour leurs études aussi bien que de précieux renseignements sur la métallurgie ou l'emploi des engrais.

Même activité à Barcelone, où une Junte de Commerce tint lieu pendant longtemps de Société économique. Le 9 novembre 1769, la Compagnie « décide d'acquitter le prix de dix-sept volumes d'une *Cyclopédie*, achetée à Diego Lambert, de Lyon, par l'intermédiaire de M. Gagnon, de Perpignan ». Vers la fin du siècle, le *Diario de Barcelona*, en mars 1799, commence à publier des « nouvelles tirées du Dictionnaire encyclopédique de Paris, appartenant à la section des sciences physiques ». Et l'on peut lire, dans les n^{os} 74 à 82 du journal, des articles sur la teinture et la métallurgie, aussi bien que sur la réfraction de la lumière et l'astronomie.

A Valladolid, la présence de l'*Encyclopédie* est également attestée. Les archives de la Société économique semblent avoir disparu, mais le journal de la ville, *El diario pinciano*, signale l'ouvrage français dans son huitième numéro.

Notre enquête, à Saragosse, ne nous a pas permis de découvrir à l'Économique de nouveaux renseignements sur le fameux *Dictionnaire*. Il n'existe plus un seul de ses volumes sur les rayons de la bibliothèque. Mais nous avons retrouvé dans un discours prononcé par D. Luís Rancano de Cancia, à l'occasion des « exercices publics de mathématiques pures et mixtes » organisés par les élèves de l'École des amis, de nombreux éloges de d'Alembert, et, mieux, des références précises à certains travaux « contenus dans le tome IV de l'*Encyclopédie* ». C'est l'occasion pour l'orateur de reparler du « profond », du « grand » d'Alembert qui « éclaira la théorie de l'hydrodynamique, comme il avait éclairé la mécanique ».

Nous pourrions multiplier les exemples. Mieux vaut indiquer comment toutes les Sociétés économiques furent invitées presque officiellement à utiliser l'*Encyclopédie*. Le comte de Campomanes, leur grand protecteur, publia à leur usage son fameux ouvrage, le *Discours sur l'éducation populaire des artisans* (1775). Dans un des appendices, il invite les Sociétés économiques à composer des manuels techniques correspondant aux divers métiers, et signale à cette occasion « les articles correspondants de l'*Encyclopédie* ». Il faudra, ajoute-t-il pru-

demment, « en extraire ce qui est utile et abandonner ce que, avec raison, on doit écarter comme préjudiciable, après avoir obtenu l'autorisation nécessaire et après révision ». La Société de Madrid entend aussitôt le conseil et, dès le 10 octobre 1776, sollicite de l'Inquisition Générale l'autorisation de lire le livre prohibé. Campomanes, en personne, rend visite au prélat, pour lui recommander l'affaire, et le lendemain, 12 octobre, la permission est accordée. Il est vraisemblable qu'à la suite de celle de Madrid, les autres Sociétés songent, elles aussi, à se mettre en règle avec l'Inquisition, profitant des dispositions libérales de l'évêque Beltrán, qui a déjà autorisé la Société basque à faire bon usage du livre dangereux.

Il serait déplacé, dans cette communication, d'entrer dans le détail et de relever les emprunts faits à l'*Encyclopédie*. Nous laisserions l'attention la plus bienveillante en signalant, par exemple, que Jovellanos, le grand homme du temps, renvoie dans un de ses discours économiques à l'article *maïs*; que Bowles, cet Irlandais devenu de cœur espagnol, auteur de la célèbre *Introduction à l'histoire naturelle et à la géographie physique de l'Espagne* (1775), discute en note certaines affirmations de l'*Encyclopédie* sur le bleu de cobalt des porcelaines de Chine, ou sur les « búcaros » que grignoteraient les dames espagnoles; que l'article *Agriculture* a été mis à profit, sans le dire, par certains agronomes espagnols, etc., etc...

Enregistrons plutôt les réactions de l'Espagne devant la pensée profonde qui, dissimulée sous le masque technique ou scientifique, anime l'*Encyclopédie*. M. Pierre Grosclaude écrivait récemment avec bonheur : « L'*Encyclopédie* était avant tout une machine de guerre contre les traditions, les préjugés, contre les dogmes et l'autorité de l'Eglise, contre le fanatisme et l'intolérance... en un mot contre tout ce qui paraissait contraire à la raison humaine et à l'indépendance de la pensée. »

Quelle a été l'attitude de l'Espagne en face de cette audacieuse libération? Il n'a pas échappé aux inquisiteurs que l'*Encyclopédie* était un livre chargé de poison, fort redoutable pour l'orthodoxie, et qui méritait condamnation avant même d'être entièrement publié. Le 14 novembre 1757, le Frère Joseph Alonso Pinedo, du couvent de Saint-Thomas de Madrid, envoyait à l'Inquisition la censure des deux premiers tomes qui avaient été confiés à son examen. Le *Discours préliminaire* tout entier excite sa colère, aussi bien que divers articles dont certains devraient être amendés ou même supprimés : tels *Abus*, *Célibat*. Le censeur relève non moins vivement diverses remarques contre d'autres passages où la science est opposée au dogme. Il lui arrive d'écrire : « L'ouvrage mérite d'être

banni du monde chrétien. » Pourtant, dans sa conclusion, il fait preuve de plus de sérénité, puisque, opine-t-il, « si l'on ne doit pas autoriser la circulation du livre, on peut permettre qu'il figure dans les « bibliothèques secrètes », où, méprisant ce qu'il contient d'abominable, on pourra mettre à profit sa vaste érudition en toutes matières ». Le 5 juillet 1758, le P. M^{ro} Medrano, dominicain, donne son avis sur les deux tomes suivants qui « ont été réformés conformément aux décrets du Parlement et de l'Université de Paris ». Se croyant donc en présence d'un ouvrage « épuré », il critique simplement l'article *Décime*, où il est assuré que les « Princes sont autorisés à prélever les dîmes sur les biens ecclésiastiques, ce qui est contraire aux dispositions des canons sacrés », et procède ensuite à un examen rapide du livre, où il ne découvre rien « de contraire à notre sainte religion, ni aux bonnes mœurs ». Toutefois, il recommence « d'examiner attentivement les tomes qui paraîtront par la suite, tant sont nombreux les sujets traités ». L'année suivante, le Pape condamne solennellement l'*Encyclopédie*, et cette décision renforce singulièrement l'attitude hostile de l'Inquisition espagnole. Mais si, par la suite, ainsi que nous l'avons signalé, le Saint-Office de Madrid se montre plus accommodant, il en faut chercher la raison dans le fait qu'en Espagne, l'influence du roi Charles III et de ses ministres et conseillers orientait la politique dans des voies plus libérales, plus indépendantes de Rome. L'Inquisition elle-même ne pouvait échapper complètement à cette influence.

Aussi, malgré l'hostilité au moment des premières années de la publication, les Espagnols de l'élite ne se détournent-ils pas du grand ouvrage. Nous savons que dans la lutte contre la tradition et les abus qui maintenaient dans l'ignorance un peuple crédule et superstitieux, ils ne pouvaient se dispenser du merveilleux appui qui leur était offert. Aussi, certains ont-ils dû, comme le diplomate Nicolàs de Azàra, l'un des plus ardents chevaliers de cette croisade, souscrire de bonne heure à l'*Encyclopédie*. Dans une lettre écrite de Rome, le 25 février 1768, à son ami le ministre Rôda, autre mal-pensant, Azàra écrit : « Le cardinal Zelada sut que dans une caisse m'arrivait la partie de l'*Encyclopédie* qui me manquait, et à laquelle, il y a tant d'années, je m'étais associé. » Nous n'avons pas retrouvé d'autres déclarations aussi précises, mais bon nombre d'Espagnols, les Olavide, les Aranda, et bien d'autres, de la même trempe qu'Azàra, ont dû réserver, comme lui, un accueil enthousiaste à l'*Encyclopédie*. Certains, plus prudents, nous pensons à Jovellanos, à Ponz, à ceux qu'on appelait perfidement « jansénistes », ont été des lecteurs assidus du *Diction-*

naire, qui les fournit de faits et d'arguments dans la lutte pour une religion intérieure, toute de perfectionnement moral et ennemie des cérémonies et des pratiques machinales où le cœur n'a point de place. Tous ces hommes éclairés et généreux, confiants en la raison humaine, découvrent dans l'*Encyclopédie* des motifs nouveaux de prêcher la tolérance et la liberté de penser, la bienfaisance et la fraternité.

Pour terminer, et en guise d'appendice, signalons que l'Espagne n'ignora pas non plus l'*Encyclopédie méthodique*. Dès 1782, le prospectus du nouvel ouvrage, paru dans le *Mercure de France* le 8 décembre 1781, est publié à Madrid, traduit par Josef Covarrubias.

Très vite, l'Inquisition s'émeut, au souvenir de l'*Encyclopédie* de Diderot, et examine les volumes qui pénètrent en Espagne. Mais le Conseil de Castille, au début du moins, cédant aux demandes de Françoise Bajolet, veuve Chasserot, représentante de Panckouke à Madrid, publie dans la *Gazette* du 25 juin 1784 l'autorisation de livrer aux souscripteurs de l'*Encyclopédie méthodique* les volumes déjà entrés en Espagne, et d'accueillir de nouveaux abonnements.

L'Inquisiteur Général, qui nous fournit tous ces renseignements dans son rapport du 7 juillet 1788 au comte de Floridablanca, proteste contre semblables décisions, qu'il a peine à comprendre, car l'ouvrage contient encore trop d'attaques contre la Religion, l'Eglise et l'Etat. Il rappelle que le Saint-Office avait demandé que M^m Chasserot ne livrât plus les volumes de l'*Encyclopédie* qu'elle avait en dépôt ou qu'elle pourrait recevoir par la suite, mais qu'au lieu d'obéir, elle a déposé tous ses ouvrages chez le chargé d'affaires de France. Il conclut en proposant au Conseil de Castille que les livres incriminés, aussi bien ceux de l'*Encyclopédie* que de l'*Encyclopédie méthodique*, « soient mis à sa disposition, et sous séquestre, en attendant leur correction effective ». Le 8 août de la même année, cette proposition était approuvée par le comte de Floridablanca.

Si l'on en croit Menéndez Pelayo, le grand libraire madrilène Sancha aurait songé à traduire l'*Encyclopédie méthodique*. Mais (d'après le P. Rafael Vélez) le capucin Villalpando, qui avait été chargé de réviser au préalable l'ouvrage, se serait opposé énergiquement à ce projet et aurait résisté de toute son obstination à la bienveillance qu'aurait témoignée Floridablanca à cette traduction.

Ajoutons enfin que l'article *Espagne*, dû à Masson de Morviller, et où était posée cette question pour le moins impertinente : « Que doit-on à l'Espagne? », fut le point de départ

d'une violente polémique internationale. Mais l'affaire est trop connue pour que nous insistions davantage.

Ainsi, en Espagne, comme ailleurs, l'*Encyclopédie* a circulé, a été lue attentivement, souvent en cachette et avec précaution, et largement utilisée. Comme en France, elle a été aussi violemment attaquée, mais, malgré les foudres des Inquisiteurs, ses volumes ont été accueillis avec ferveur par les penseurs du temps. Ils y ont trouvé tout ce qu'ils cherchaient, non seulement les utiles renseignements techniques et scientifiques qui satisfaisaient leur intelligence, mais encore la critique des abus qui indignaient leur cœur, et les méditations sur la tolérance et la libération de l'esprit humain qui enivraient leur raison.